



# ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No 56

septembre 1980

2f, 50¢

## NOTE À NOS LECTEURS

Le mois d'août 1980 marquait le cinquième anniversaire de Ancha. Depuis le mois d'août 1975, date de parution du premier numéro, Ancha a informé ses lecteurs des actions de la Résistance chilienne, a favorisé la solidarité internationale avec ses luttes et a diffusé les points de vue des différents secteurs antifascistes.

Ancha était édité par le Front du peuple à l'extérieur du pays et favorisait la formation d'un Front large antidictatorial. Ces derniers temps, divers comités et camarades du Front du peuple, aussi bien au Chili qu'à l'extérieur, ont formé ou se sont ralliés à divers comités larges qui prônent pour les points essentiels, la lutte et la solidarité active contre la dictature. En faisant cela, les camarades ont mis en pratique la politique du Front. C'est pour cette raison qu'à partir du présent numéro, Ancha ne sera plus édité officiellement par le Front du peuple, quoique son comité de rédaction demeure le même, mais il deviendra plutôt un organe de plus, un instrument pour la formation du front large antidictatorial dont notre peuple a besoin de façon si urgente.

Ancha continuera de publier les différentes positions des forces antifascistes chiliennes et ses pages resteront ouvertes à tous les antifascistes, qu'ils appartiennent ou non à un parti, aux Comités de résistance, aux comités de solidarité et, évidemment, aux différents comités du Front du peuple.

Ancha, tribune ouverte des forces antidictatoriales, fera tout en son possible pour contribuer à l'unité des forces antifascistes et à la formation d'un front large contre la tyrannie.

Qu'est-ce qui caractérise cette septième année de dictature fasciste dans notre pays? Nous pensons que ce qui se détache le plus clairement, c'est la lutte qu'ont livrée les travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie. Cela a permis au mouvement syndical de se réanimer. Cette lutte s'est livrée à l'intérieur du cadre imposé par la Junte par le "Plan du travail". De ce fait, les résultats, du point de vue économique, laissent assez à désirer, mais la lutte a néanmoins permis aux travailleurs les plus conscients de comprendre qu'il faut unir la lutte syndicale à la lutte pour la défaite de la junte, que tant que cette dernière imposera les règles du jeu, il sera impossible de modifier significativement la misère et l'oppression dont souffre violemment la classe ouvrière. En plus, cette lutte a démontré les limites des formes légales de lutte. En effet, quoiqu'il est vrai que ces formes de lutte ont l'avantage de permettre que les luttes soient plus connues et que les travailleurs y participent plus largement, en revanche, vu que les travailleurs doivent se soumettre aux cadres fixés d'avance par le gouvernement ou alors faire face aux persécutions, ces luttes ne peuvent aller au-delà de ce que les militaires sont prêts à accepter. Par contre, les formes de lutte et d'organisation clandestines, même

4°P 8851



si elles sont plus limitées du point de vue de la participation à l'heure actuelle, sont les seules à permettre différentes formes d'agitation et de propagande, sont les seules à frapper l'ennemi par surprise avec force.

Nous ne pensons pas qu'il y a opposition entre les formes légales et illégales de lutte. Nous voulons seulement souligner que la combinaison des unes et des autres est indispensable; qu'en plus de créer des organisations syndicales larges, il faut créer et développer des groupes clandestins d'agitation et de propagande. Ces groupes doivent pouvoir orienter et diriger les syndicats d'entreprises et les formes de regroupements sectoriels et employer toujours d'autres formes qui répondent au niveau de conscience des masses.

Nous pensons que cette année, malgré des hauts et des bas, la lutte tendra inévitablement à s'élever. C'est également ce que pense la dictature. C'est pourquoi elle a rendu un nombre important d'organisations illégales et augmenté le nombre de déportés.

Malgré cela, la dispersion continue d'exister au niveau politique. Au sein de l'ex-Unité populaire, en plus des nouvelles rivalités qui se sont rajoutées, les vieilles rivalités continuent d'exister. La démocratie chrétienne, cachée derrière l'Eglise, se sert de cette position pour profiter de la situation difficile des secteurs de la gauche et obtenir des positions dans les syndicats.

Les secteurs révolutionnaires, pour leur part, ont effectué un pas en avant en coordonnant certaines actions de solidarité à l'extérieur et en signant conjointement des déclarations contenant des points de

vue communs. Nous nous référons ici aux meetings de solidarité organisés par le Parti communiste révolutionnaire, le Mapu-Parti des travailleurs et le Parti socialiste. Ancha a rendu compte de ces assemblées dans des numéros précédents.

Mais nous trouvons que cela n'est toujours pas suffisant. Il faut créer un bloc révolutionnaire qui mobilise et unisse les secteurs démocratiques les plus larges et les secteurs anti-impérialistes. Sans la création de ce bloc ou pôle révolutionnaire, la dispersion persistera et les conceptions politiques qui mènent à l'échec, comme l'a montré la pratique, se maintiendront. La construction d'un tel front nous apparaît comme une tâche de première priorité pour renverser la dictature et expulser l'impérialisme.

Mais la création et le développement d'un bloc ou pôle révolutionnaire qui soit capable de diriger un large front antidictatorial n'est pas l'objectif principal de notre bulletin. C'est pourquoi nos pages sont demeurées ouvertes à toutes les différentes forces antifascistes. Ancha a publié les opinions de différents secteurs politiques parmi lesquels le Parti socialiste, le Parti communiste révolutionnaire du Chili, la Jeunesse radicale révolutionnaire (Troisième congrès), le MAPU-Parti des travailleurs, la Coordinatrice nationale des régions du PS, la Gauche chrétienne, le MAPU, le Parti radical, le Front du peuple, le Mouvement de la gauche révolutionnaire ainsi que de larges secteurs indépendants antifascistes.

Ancha est un porte-parole unifié de la Résistance chilienne et il doit se transformer en un organe, en un instrument pour la formation et le développement du front large antidictatorial dont notre peuple a besoin pour renverser la tyrannie et avancer vers la véritable libération.

---

## LA RÉPRESSION AU CHILI

---

Nous publions dans le texte qui suit des extraits du dossier sur la répression au Chili, élaboré par le CODES (Comité de défense des droits syndicaux) en France, la FUT (Fédération unifiée des travailleurs) à l'extérieur et le Comité de solidarité avec le peuple chilien. En même temps que nous publions ce dossier, les organisations qui l'ont

élaboré lancent une campagne en faveur des déportés.

Malgré les difficultés, les vacillations, le caractère limité et partiel des luttes et les coups assénés par une répression sélective, la résistance populaire à la dictature est de plus en plus grande.

A la fin de 1977, surgissent les premières luttes de masse. C'est la

classe ouvrière, la classe la plus opprimée et la plus exploitée qui, une fois de plus dans l'histoire de notre pays, prend la direction de ces luttes. Une fois de plus, cette classe fait preuve de combativité et d'organisation. Les mineurs de Teniente sont les premiers à rejeter la direction des dirigeants syndicaux qui ne défendent pas leurs intérêts en



organisant une héroïque journée de grève. En 1978 suit une série de mouvements de révolte des autres mineurs du cuivre (le cuivre est le principal produit d'exportation du Chili). Ces actions se répercutent à tous les travailleurs. En annexe, nous présentons une brève synthèse de la situation syndicale au Chili et des extraits de certains périodiques syndicaux semi-clandestins.

Les femmes chiliennes, particulièrement touchées par le chômage, la discrimination et l'insécurité, livrent aussi d'importants combats organisés dans les villages pour appuyer les luttes des travailleurs. Les parents des disparus, des déportés et des grévistes jouent également un rôle important. Les femmes réussissent d'ailleurs à attirer l'attention de l'opinion publique internationale et à créer ainsi des difficultés importantes pour la junte.

La jeunesse étudiante participe amplement au combat pour la liberté, en organisant d'abord des réunions combatives, souvent illégales, à l'intérieur des universités et des lycées, puis en descendant dans la rue pour dénoncer la dictature et solliciter l'appui à la lutte du peuple du Nicaragua.

Les paysans mènent des luttes importantes pour la défense de leurs terres. Les indiens Mapuche défendent également leur identité culturelle.

Un vaste mouvement culturel de protestation voit le jour parmi les artistes et les intellectuels sous la forme d'ateliers, de groupes musicaux ou de théâtre qui relèvent les problèmes populaires et s'appuient sur les luttes des masses pour les résoudre.

Nous sommes conscients que pour que ces luttes du peuple contre la dictature soient victorieuses, elles doivent s'intensifier au point d'opposer carrément la force du peuple tout entier à celle de la dictature. Nous sommes conscients en même temps que tout combat pour des revendications démocratiques les plus élémentaires confronte directement le mouvement ouvrier et le peuple chilien au régime militaire.

Nous tenons à souligner le caractère insensé des projets qui mènent à croire dans ce que font les Etats-Unis ou un autre gouvernement, ou pire, à penser que d'autres militaires, supposément meilleurs

que ceux qui mettent actuellement le Chili à sang, pourraient nous libérer.

Nous appelons tous les Chiliens et tous ceux qui s'identifient à ce peuple à appuyer et à soutenir les luttes populaires qui se développent de façon de plus en plus unifiée. Une des formes les plus importantes de soutien est la lutte contre les nouvelles formes que prend la répression.

### **La répression est aujourd'hui moins massive, mais plus hypocrite et dangereuse**

L'emprisonnement, la torture et l'assassinat ne se pratiquent pas aujourd'hui sans discrimination. Ils s'effectuent de manière plus sélective et scientifique: le contrôle, le mouchardage minutieusement organisé, laissent les choses aller jusqu'à un certain point afin de détecter précisément les éléments les plus actifs. Une fois qu'ils ont été identifiés, il existe plusieurs possibilités: les plus dramatiques et celles auxquelles l'opinion publique est déjà sensibilisée sont la disparition sans laisser de traces ou l'apparition de cadavres avec des marques de torture évidentes sans laisser d'indices des auteurs de ces infamies. Or, personne ne doute que ces assassinats soient l'oeuvre de la police secrète de Pinochet (CNI ex-DINA). Mais il existe d'autres mesures qui commencent à être appliquées particulièrement au niveau des organisations de masse et que nous craignons qu'elles se généralisent autant ou plus que l'assassinat et la torture. On emprisonne les accusés et au moyen d'un simple décret émanant du ministre de l'Intérieur, on les envoie dans des zones désertiques ou inhospitalières fortement contrôlées par la police, à des milliers de kilomètres de distance (le Chili a une surface d'un peu moins de 5,000 kilomètres).

Là, l'exilé n'a même pas la possibilité de travailler pour se payer un loyer et sa nourriture. Ce sont la parenté, généralement des gens à revenus modestes qui, en plus d'être privée des revenus de l'exilé, doit voir à une manière de l'aider afin qu'il ne périsse pas.

En enlevant ainsi des personnes, la dictature poursuit deux objectifs.

Le premier vise à démoraliser la personne enlevée, sa famille et ses amis. Une réclusion de ce type crée non seulement des problèmes de survie pendant la durée de la réclusion mais aussi au retour puisqu'il est pratiquement impossible à quelqu'un de trouver du travail quand il revient parce qu'il doit se rapporter à la police régulièrement (parfois même à chaque jour). En plus, le fait d'être sous surveillance policière ne favorise pas l'embauche. Mais ce que la dictature recherche avant tout en utilisant ce type de manoeuvre, c'est d'apeurer et de démobiliser la majorité des travailleurs pour les décourager de lutter pour défendre leurs droits.

Exiger une reddition de comptes sur les Chiliens disparus et le châtiement exemplaire des coupables est très important, tout comme l'est la **solidarité avec les exilés avant que la dictature n'applique cette mesure à des centaines et des milliers qui se joignent au combat**. C'est pour cette raison, et parce que la situation est peu connue, que nous présentons ce dossier.

Notre devoir est de donner un appui moral et matériel à ceux qui sont victimes de ces mesures et, en même temps, montrer au peuple chilien qu'il n'est pas seul, qu'il peut compter sur la solidarité des autres peuples. Cela constitue l'objectif fondamental de la campagne que nous lançons avec ce dossier.

Le fait d'obliger la dictature à reculer une fois de plus dans l'application de ses mesures répressives est très important politiquement. Cela ne peut que favoriser le développement des luttes populaires jusqu'au renversement de la dictature et à la liquidation définitive de tous les facteurs qui ont rendu possible le coup d'Etat militaire.

Nous pensons donc que tout comme nous avons réussi à coordonner la dénonciation de la dictature pour exiger le droit de retourner au Chili, il nous faut chercher comment articuler de façon permanente non seulement la solidarité avec les victimes mais aussi le combat actif contre la répression au Chili en relation étroite avec les luttes contre la répression dans d'autres pays d'Amérique latine.



# LA SITUATION DES SYNDICATS AU CHILI

Voyant que la lutte des travailleurs défilait toutes ses interdictions et mesures répressives, menaçant ainsi directement son pouvoir, la dictature a décidé de faire certaines concessions: elle a autorisé la syndicalisation, le processus de négociation collective et même, dans certains cas, la grève. Ce faisant cependant, elle a aussi imposé l'atomisation du mouvement syndical en forçant les travailleurs à limiter leurs aspirations à des revendications purement économiques. En plus, elle s'est assurée que les conditions en place ne permettraient que des résultats

démoralisants. Cette tactique lui a néanmoins permis de créer une soupape d'échappement à la pression sociale qui grandissait de jour en jour et qui menaçait d'exploser. En même temps, la dictature a tenté de se donner une image "stabilisatrice" de la situation ouvrière à l'intérieur du pays et à l'étranger. Nous avons dressé une brève étude comparative qui vise à démontrer que la nouvelle loi sur le Travail imposée par la dictature est en fait une camisole de force pour stériliser les efforts des travailleurs qui visent à améliorer leurs conditions de vie et de travail.

## En ce qui concerne les syndicats et les dirigeants

### Situation avant la nouvelle loi sur le travail

- L'ancienneté n'était pas nécessaire pour constituer un syndicat.
- Il suffisait que 25 personnes se mettent d'accord pour le constituer sans qu'importe le nombre total d'ouvriers.
- **Il ne pouvait y avoir qu'un seul syndicat** dans chaque lieu de travail de plus de 25 ouvriers
- 5 dirigeants étaient élus. Ils jouissaient d'une sécurité particulière face au licenciement.
- Pour être élu dirigeant il suffisait d'être majeur de plus de 18 ans et de n'avoir commis aucun délit.

### Situation actuelle

- L'entreprise doit avoir plus d'un an de fonctionnement.
- Les 25 personnes doivent représenter au moins 10% des travailleurs (employés et cadres compris). Les statuts doivent s'ajuster sur un modèle donné par l'Inspection du Travail.
- L'existence de plusieurs syndicats est possible bien qu'en général les procédures pour mettre sur pied un syndicat sont plus compliquées
- Le nombre des dirigeants diminue. Il est de un à cinq selon le nombre de travailleurs.
- Il faut être chilien, avoir plus de 25 ans, avoir travaillé plus de 2 ans dans l'entreprise et ne pas tomber sous le coup des disqualifications et incompatibilités que la nouvelle constitution va établir. (Un dirigeant peut être disqualifié pour des raisons politiques, entre autres,



— Les dirigeants ne pouvaient être renvoyés pour certaines raisons comme: l'expiration d'un contrat ou de la période déterminée à l'embauche

— Si un poste de direction devenait vacants, le nouveau dirigeant était élu démocratiquement.

— Les conventions collectives se chargeaient de garantir aux dirigeants le paiement des heures consacrées au travail syndical.

parce qu'il diffuse certaines idées propres à la réalité syndicales comme la "lutte de classe".)

— Maintenant ils peuvent être licenciés pour ces raisons ce qui réduit la protection légale dont ils jouissaient.

— Le poste vacant est maintenant rempli par le travailleur le plus ancien qui généralement est près de sa retraite et espère quelque type de récompense de la part de l'entreprise, ce qui compromet sa combativité et son indépendance.

— La négociation de cette question est interdite et les accords conclus en cette matière sont nuls.

---

## En ce qui concerne la négociation collective

---

— La date de la remise du carnet de revendications était déterminée par la convention collective, sinon, les travailleurs en déterminaient l'échéance.

— La négociation avait toujours lieu entre un syndicat de travailleurs et l'entreprise

— La négociation peut embrasser tous les aspects des relations de travail.

— La négociation peut avoir lieu dans toutes les entreprises.

— La grève est un droit dont peuvent user tous les travailleurs.

— La commission négociatrice est composée de 5 personnes.

— La dictature établit un calendrier échelonnant les dates afin de diviser les travailleurs.

**Ceux qui ne présentent pas leurs revendications à la date établie perdent leur droit pendant deux ans.** (C'est pour cette raison que pratiquement tous les syndicats ont présenté leurs revendications à la date fixée).

— La négociation se fait entre l'entreprise et les divers syndicats de base qui ont déposé leurs revendications. **Mais on ne peut pas négocier en unissant les syndicats de diverses entreprises** (même s'ils sont du même groupe économique ou branche de la production). **Les Fédérations ou Confédérations ne peuvent pas non plus intervenir dans la négociation.**

— Il y a des aspects importants qu'il est **Interdit de négocier** sous peine d'être sanctionnés. Par exemple, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises; les facilités qui peuvent être données aux dirigeants pour exercer leurs charges; les apports des entreprises (en argent ou en espèces) aux activités ou oeuvres du syndicat; la compensation des jours non travaillés pour cause de grève etc...

— **Il ne peut y avoir de négociations dans les entreprises auxquelles l'Etat fournit 50% et plus du budget. La négociation est interdite dans l'administration publique.**

— Les entreprises inscrites sur la liste des ministères du Travail et de l'Economie ne peuvent pas se mettre en grève. (Au Chili il n'existe pas de tribunaux administratifs pour se plaindre d'une décision de ce type).

— Elle est composée de 3 personnes et leur nombre peut aller jusqu'à cinq suivant le nombre de travailleurs; il s'agit de réduire le nombre de représentants pour faciliter les pressions, les manoeuvres ou "l'achat" de ceux-ci.



— La participation des "asseurs" n'était pas réglementée et s'il y en avait, c'était rarement plus d'un.

— L'employeur devait répondre aux pétitions dans les 5 jours.

— La négociation se poursuivait devant une Commission de conciliation composée de représentants des travailleurs, des patrons et du Département de l'Inspection du Travail qui dépendait du ministère du travail.

— S'il arrivait d'avoir recours à l'arbitrage (rarement, car les travailleurs s'opposèrent féroce à un projet qui prétendait généraliser l'arbitrage) les arbitres étaient élus librement par les parties en cause

— La participation des "asseurs" est favorisée (3 pour chaque partie, c'est à dire presque un pour chaque dirigeant) pour rendre la discussion plus technique et pour "noyer les représentants de travailleurs dans une mer de personnes de l'intérieur pour "refroidir" le conflit.

— Le patron a cinq jours pour informer les autres syndicats, et ceux-ci à leur tour ont 30 jours pour présenter leur propre carnet de revendications. Le patron doit répondre 10 jours après la remise du dernier carnet présenté, ce qui fait que le délais s'allonge jusqu'à 45 jours pour démoraliser les travailleurs.

— La négociation est intégralement dirigée par le Département de l'Inspection du Travail, ce qui facilite la pression directe du gouvernement sur les travailleurs.

— L'arbitrage est obligatoire dans les industries figurant sur la liste établie par les ministères du Travail et de l'Economie. Les arbitres sont élus à partir d'une liste qu'établit le Président de la République sans consulter personne (Pinochet). Les arbitres n'ont aucune faculté spéciale pour obtenir des informations sur la situation de l'entreprise et ils doivent être payés par chaque partie.

---

## En ce qui concerne la grève

---

— Elle se décidait par vote secret organisé par chaque syndicat.

— La grève pouvait devenir effective quand le syndicat estimait cela convenable.

— Elle n'était pas réglementée et chaque syndicat décidait de laisser ou non du personnel d'urgence pour certaines fonctions qui ne devaient pas être paralysées.

— Dans des cas exceptionnels, le président de la république pouvait décréter la reprise des activités.

— La grève patronale (lock out) était un délit

— Les travailleurs ne pouvaient arriver à un accord qu'à travers leurs syndicats.

— Le patron ne pouvait embaucher du personnel pour remplacer les participants à une grève légale et il ne pouvait pas les licencier.

— Dans les campagnes, la négociation collective se faisait par Commune ce qui donnait plus de force aux travailleurs.

— Le vote doit être pris en présence d'un représentant du gouvernement (Inspection du Travail).

— Elle doit devenir effective trois jours après avoir été votée, sinon la dernière offre du patronat est considérée comme étant acceptée.

— **Si l'employeur estime que la paralysie des opérations provoque des dommages à ses biens matériels, le syndicat est obligé de fournir le personnel nécessaire pour maintenir l'activité dans divers secteurs.**

— Le président de la république (Pinochet) peut ordonner la reprise des activités si l'action affecte l'approvisionnement ou l'économie (en réalité, cela pratiquement dans tous les cas, sans qu'il soit possible d'appeler de sa décision).

— Le lock out est autorisé.

— **Après 30 jours de grève, n'importe qui peut négocier et pactiser individuellement ses conditions de travail.**

— **Le patron peut remplacer les grévistes à n'importe quel moment. Au bout de 60 jours de grève, les travailleurs qui n'acceptent pas la dernière offre du patron sont considérés comme ayant démissionné.** (De cette façon, ils perdent non seulement leur travail mais aussi leurs droits aux indemnités de chômage).

— Maintenant, l'unité de négociation est le "predio" (fonds) — 6 à 8 travailleurs en moyenne.



Le résultat de ces mesures dans les campagnes fut, selon le journal "El Mercurio" — édition des monopoles chiliens — que dans la commune de Melipilla (province de Santiago) sur 60,000 paysans engagés dans le processus de négociation collective, la participation fut de de moins de 10%. Dans la même commune, selon l'inspecteur départemental du Travail, sur 20 organisations syndicales qui existaient il n'en reste que 5.

Toutes les organisations de travailleurs ont déclaré la guerre à cette loi du Travail, mais en même temps elles ont profité de la possibilité de négocier. La participation massive aux négociations, n'est pas, comme voudrait le présenter la dictature, une preuve de l'acceptation de la Loi du Travail, mais le résultat logique de la sanction qui menace ceux qui ne présentent pas de revendications (perte du droit pendant deux ans). En annexe nous reproduisons un article sur l'analyse des résultats des premières négociations.

Cette expérience démontre que le pouvoir des patrons se base sur le fait que, par le biais de la Junte militaire, ils peuvent imposer les règles du jeu. Sans le renversement de la dictature et le changement de ces lois, une avance syndicale est impossible. Naturellement, la chute de la dictature est un objectif qui ne peut être atteint par la seule lutte syndicale et les formes d'organisations permises ou tolérées par la junte. Mais malgré leurs limites, les formes légales ont une grande importance car elles font connaître et amplifient la lutte démocratique. (Nous reproduisons aussi en annexe

l'appel des dirigeants syndicaux de Malpu — la zone industrielle la plus importante du Chili — pour créer une fédération.)

L'unité du mouvement syndical, aujourd'hui profondément divisé au niveau des Fédérations, Confédérations et autres groupements syndicaux, semble seulement pouvoir être atteinte au niveau de la base et en fonction de la lutte pour les intérêts des travailleurs. En se basant sur l'expérience de l'organisation par secteurs géographiques, il est en train de se construire une forme d'unité complémentaire à l'unité par profession au branche de production.

Pendant que l'unité au niveau de Fédérations et Confédérations se heurte à de sérieuses difficultés, principalement pour des raisons politiques mais aussi pour d'autres motifs, comme le fait d'être constituée seulement par des dirigeants qui ont du mal à se lier aux travailleurs à la base, l'unité par secteur géographique naît et se développe en étant directement attachée aux problèmes des luttes quotidiennes là où les travailleurs se rencontrent.

Pour renverser la dictature et améliorer les conditions de vie et de travail, l'unité des travailleurs chiliens est décisive. Ce processus sera indubitablement long et aujourd'hui il se heurte à de sérieuses difficultés. Mais il est en marche. Il fait ses premiers pas et personne ne pourra le retenir. Notre devoir est de l'aider à se développer.

## Unité pour renverser la dictature\_\_\_\_\_

Si nous analysons l'expérience politique qui s'est terminée avec le coup d'Etat au Chili, nous arriverons à la conclusion que l'unité, une unité autour d'une ligne véritablement révolutionnaire, est indispensable. On sait qu'à peine une semaine avant le coup d'Etat, l'Unité populaire avait réalisé une assemblée regroupant (à Santiago seulement) près d'un million de personnes et cela malgré l'inflation notoire et le manque de produits les plus élémentaires. Un fait comme celui-là (et il y en a eu bien d'autres) au moment où les forces réactionnaires avaient déjà suffisamment "destabiliser" le gouvernement pour déclencher le coup d'Etat fasciste, démontre l'enthousiasme et l'espoir que les masses plaçaient dans les mesures anti-impérialistes, anti-monopolistes et antilatifundistes du gouvernement Allende. Si le gouvernement d'Allende avait, dès le début non seulement profiter (dans la mesure où c'était possible et raisonnable) des lois et institutions bourgeoises, mais s'était fondamentalement appuyé sur et développé une lutte populaire et révolutionnaire pour défendre les mesures qu'il appliquait contre les

grands exploiters et le gouvernement, s'il avait ouvert la porte à une véritable prise du pouvoir, ces objectifs auraient pu être atteints et défendus. Qu'on ne vienne pas nous dire que les forces armées étaient très puissantes et que cela était impossible. Elles l'étaient encore plus en Iran et au Nicaragua. En plus, dans ces pays, les secteurs les plus réactionnaires contrôlaient non seulement le pouvoir mais aussi le gouvernement. Mais ce qui vient d'être dit revient presque à demander l'impossible puisque les forces politiques qui détenaient l'hégémonie au sein de l'Unité populaire (comme le Parti "communiste" du Chili et certains autres qui le suivaient) craignaient plus le mouvement révolutionnaire qu'un éventuel avènement du fascisme. Ce qu'elles craignaient au-dessus de tout, c'était la révolution. En effet leur projet politique prônait uniquement le passage d'une forme d'exploitation à une autre, du capitalisme dépendant traditionnel au capitalisme d'Etat sous le contrôle d'une bourgeoisie bureaucratique, style URSS, Pologne, Tchécoslovaquie, etc. La seule tentative de la part de ces forces

d'arrêter l'offensive féroce de l'impérialisme et des réactionnaires pour renverser le gouvernement d'Allende a été de séduire la Démocratie chrétienne pour qu'elle partage leur projet de capitalisme d'Etat.

Il y avait cependant au sein de l'Unité populaire et à l'extérieur de celle-ci, des forces politiques qui voulaient, quoiqu'à différents niveaux de conscience, utiliser la défaite qu'avaient essuyée les forces les plus réactionnaires lors de l'élection présidentielle et l'enthousiasme et la combativité populaires pour faire face à l'offensive réactionnaire et conquérir véritablement le pouvoir. Cependant, faisant partie de ces forces, nous avons été impuissants. Nous n'avons pas compris à fond, et au bon moment, la nécessité de générer une nouvelle alternative unitaire suffisamment influente et claire pour arracher au secteur opportuniste et réformiste la direction du mouvement de masse. En ce qui concerne notre parti, même si nous connaissions clairement le caractère du secteur dominant au sein du gouvernement et de l'Unité populaire et même si nous savions où cette expérience allait



mener (si elle arrivait à survivre), nous n'avons pas été capables, à cause de sérieuses erreurs de sectarisme, de nous unir aux secteurs politiques les plus avancés de façon à créer un pôle révolutionnaire qui regroupe les militants honnêtes des partis réformistes et les larges masses de notre peuple. Nous nous sommes plutôt engagés, de manière isolée, à regrouper les masses sans tenir compte des secteurs politiques les plus avancés au sein et à l'extérieur de l'Unité populaire. Nous les avons même critiqués avec pratiquement autant de force que les opportunistes récalcitrants, qui en ont profité pour nous éloigner, pour taire nos propositions et nous calomnier. En ce qui a trait aux autres secteurs politiques qui rejetaient d'une manière ou d'une autre la politique opportuniste du gouvernement et de l'Unité populaire, ils ont commis l'erreur contraire: par peur de s'isoler, ils se sont laissés entraîner dans une fausse et dangereuse "unité" avec les opportunistes, sans comprendre la nécessité d'arracher les masses à leur influence en proposant une véritable alternative unitaire de type révolutionnaire. Certains parmi eux pensaient que les dirigeants opportunistes étaient des gens de bonne foi qui se trompaient et ils s'efforçaient de s'unir avec eux pour essayer de les convaincre. Quelques-uns ont continué après le coup d'Etat à essayer en vain de les convaincre (pendant plus de dix ans) et ne se sont donc pas décidés à participer à la construction d'un pôle révolutionnaire.

Cependant, après le coup d'Etat fasciste, plusieurs secteurs parmi les partis de l'ex-Unité populaire ont effectué un bilan critique de ce qu'avait été la politique dominante pendant les années du gouvernement Allende et de ses conséquences et ils se sont séparés des opportunistes. Cela a par la suite entraîné des divisions au sein de ces partis, qui se sont fragmentés en divers courants. L'aspect positif de tout ce processus, c'est que ces groupes ont brisé avec les opportunistes. Néanmoins, tant que subsistera la division et qu'on ne parviendra pas à forger l'unité autour d'une plate-forme véritablement antifasciste et révolutionnaire, on ne pourra jouer un rôle décisif pour renverser la dictature. Deux facteurs contribuent à l'heure actuelle au maintien de la division: un manque

de précision en ce qui a trait au programme, ce qui doit être clarifié dès aujourd'hui; et une certaine influence suiviste. Tout ceci, évidemment, est encouragé par les opportunistes qui ont intérêt à ce que cette division persiste.

La plate-forme autour du programme nécessaire pour forger une telle unité et se démarquer du camp des opportunistes est cependant relativement simple: il s'agit de mobiliser le peuple chilien pour renverser la dictature et forger un gouvernement unifié qui, sous la direction du prolétariat, éliminera les ennemis principaux qui ont impulsé le renversement du gouvernement d'Allende et l'implantation du fascisme: l'impérialisme yankee, la bourgeoisie monopoliste (industrielle, financière et commerciale) et ce qui reste de grands propriétaires terriens. Il s'agit, en fait, de réaliser une révolution démocratique populaire avec une perspective socialiste. Pour y arriver, il faut, dans la mesure du possible, gagner les secteurs moyens de l'industrie et du commerce, durement touchés par les grands monopoles nationaux et étrangers à cause de la concentration du capital.

Cette alternative se différencie clairement de celle des opportunistes qui ne cherchent qu'à remplacer Pinochet. Ce faisant, ils concilient en pratique avec ceux qui l'ont porté au pouvoir et avec les forces répressives qui le défendent, allant même jusqu'à abandonner le projet incomplet de réformes que le gouvernement antérieur tentait d'appliquer.

Un des facteurs de division au sein des secteurs révolutionnaires découle du fait que certains veulent implanter immédiatement le socialisme au Chili. Cet objectif est irréaliste. En apparence radical, il ne peut en fait que retarder en pratique l'avènement du socialisme dans notre pays. En effet, il ne faut pas perdre de vue que le gouvernement Allende n'a jamais réellement réussi à prendre le pouvoir, n'ayant même pas pu faire appliquer en pratique les mesures anti-impérialistes, antimonopolistes et antilatifundistes qu'il mettait de l'avant.

Est-ce que le fait de réunir les forces révolutionnaires dans un pôle signifie qu'il est impossible de s'unir aux autres secteurs qui s'opposent à la dictature? Notre Parti pense qu'il est possible, à l'heure ac-

tuelle de s'unir avec eux pour une série d'actions antifascistes ponctuelles. Ce faisant, nous luttons de façon unifiée contre la répression en mettant de l'avant des revendications sur diverses questions comme celles des droits de l'homme et du droit au retour, etc.

Cependant, c'est une chose que de s'unir pour livrer certaines batailles et c'en est une très différente que de s'"unir" organisationnellement, dans un même front, sous leur direction opportuniste. A l'avenir, dans la mesure où un pôle politique révolutionnaire prend forme, que son influence se développe dans les masses de notre pays et que l'on gagne les militants dirigés par les opportunistes, ces dirigeants se verront forcer de s'intégrer à un front véritablement antifasciste et révolutionnaire. Ils seront alors obligés de se plier à la direction prolétarienne révolutionnaire de ce front. A l'heure actuelle, cela est impossible vu la faiblesse et la division qui existe au sein des forces révolutionnaires. Dans les actions unitaires actuelles, il faut aussi défendre la perspective révolutionnaire et ne pas se laisser bernier par le contenu opportuniste qu'essaient de leur donner les dirigeants révisionnistes ou sociaux-démocrates. La mobilisation autour du droit au retour, par exemple, doit être une bataille liée au renversement de la junte et non un prétexte pour freiner cette lutte en vue d'obtenir la "permission" de retourner au pays.

Actuellement, ce n'est pas autant la répression qui maintient la junte fasciste au pouvoir (même si la répression est toujours présente et qu'il faut la combattre) Non. Aujourd'hui la junte mise sur la vaste influence que détient encore les opportunistes et, plus spécialement, sur la division des secteurs révolutionnaires. Cela démontre l'urgence, face aux souffrances que notre peuple endure sous la botte fasciste, de laisser de côté tout sectarisme, toute tendance suiviste, pour construire l'unité politique révolutionnaire capable de diriger les luttes de plus en plus intenses et massives de notre peuple pour se libérer de la super-exploitation et de l'oppression féroce exercée par la dictature.

**Commission Internationale  
du Parti communiste  
révolutionnaire  
du Chili**



# Quelles leçons tirées du processus de l'Unité populaire?

Je dois avouer que lorsque j'ai commencé à écrire cet article, je ne savais pas par où commencer. Non pas parce qu'il s'agit d'un thème restreint, mais parce que c'est un sujet tellement vaste et qu'il y a tant de choses à dire et à analyser, qu'il est très difficile de résumer en quelques lignes ces trois années de l'histoire de notre pays.

Il faut dire qu'on a beaucoup écrit sur le sujet du gouvernement du camarade Allende, que des centaines d'analyses sous différents angles ont été effectuées. Mais on n'est pas arrivé à une mise au point réellement objective, on n'a pas encore analysé cette période avec impartialité. Tous ceux qui ont écrit sur le sujet ont mis des gants blanc avant d'écrire. Il faut faire une analyse scientifique de cette tranche de l'histoire de notre patrie pour tirer les leçons de cet échec.

Pourquoi n'est-on pas arrivé à tirer les conclusions de cet échec? Pour plusieurs raisons. Premièrement, il y a des intérêts personnels et particuliers en jeu dans cette affaire. En mettant à jour les événements et les erreurs, on enlève à des individus toute chance de se justifier et on leur démontre qu'ils sont en fait dépassés par l'histoire. Deuxièmement, presque tous ceux qui aujourd'hui parlent et écrivent sur le sujet sont ceux-là mêmes qui hier ont mené un peuple à l'échec, ceux qui analysent et lèvent la voix sont les mêmes qui ont trahi les travailleurs avec leur ligne réformiste de collaboration de classe.

Les ouvriers et les paysans n'ont pas effectué d'analyse. En d'autres mots, ils ne se sont pas prononcé sur l'échec. Ils n'ont pu se prononcer à cause de la répression imposée par la dictature et de la discrimination ex-

ercée à leur égard par les partis politiques après le coup militaire, conséquence de leur politique antérieure. Pour illustrer ceci, il suffit de se rappeler certains faits: dans l'industrie Perlak, la ministre Mireya Baltra (dirigeante du Parti communiste) a gifflé un dirigeant socialiste parce que ce dernier lui démontrait que sa politique allait à l'encontre des intérêts des travailleurs; dans le sud, nous les dirigeants paysans, avons passé des années en prison sous le gouvernement de l'UP; quand les dirigeants syndicaux critiquaient le gouvernement, ils étaient taxés de traîtres, ou "d'ultra-gauchistes".

Pourquoi craint-on tant que nous, paysans et ouvriers, parlions? Pourquoi nous, les ouvriers et paysans en exil, sommes-nous suspendus, expulsés ou tenus à l'écart des partis qui disent représenter la classe travailleuse? Parce que c'est la seule manière de discréditer ces dirigeants ouvriers. Or, ils oublient une chose: on ne peut cacher le soleil avec une seule main. Leur tactique ne réussira pas à nous faire taire.

La gauche révolutionnaire aussi bien celle qui était à l'intérieur de l'UP que celle à l'extérieur a une grande responsabilité historique qu'elle doit assumer en s'autocritiquant. Première erreur: le manque d'unité organisationnelle de ce bloc. Deuxième erreur: ne pas avoir eu la force suffisante et la clarté de dénoncer devant le peuple travailleur et la classe ouvrière les vacillations et la complicité des Comités centraux des partis et de la Centrale unique des travailleurs (CUT) qui ont transigé et négocié avec les partis bourgeois et fomenteurs du coup d'Etat de la réaction chilienne. Par exemple, l'entente

prise sur la loi du contrôle des armes, loi dont se sont servi les réactionnaires pour désarmer et massacrer le peuple, assurant ainsi la réussite du coup d'Etat. Nous pourrions énumérer des milliers de manoeuvres et de freins visant à freiner et même à tuer la consolidation du pouvoir de la classe ouvrière.

Après la défaite, on a voulu appliquer une politique d'obscurantisme néfaste pour ne pas s'autocritiquer, ne pas regarder en arrière. En effet, les stratèges de l'époque répétait sans cesse qu'il valait mieux voir ce qui nous unit que ce qui nous sépare. Ils prônaient l'unité pour l'unité. Or, aujourd'hui nous savons tous que ce subterfuge n'a servi qu'à cacher des responsabilités et à trahir à nouveau la classe ouvrière.

Personne n'est contre l'unité des travailleurs, mais nous voulons savoir ce qui s'est passé et pourquoi nous voulons l'unité. Analysons quelle était la ligne politique des partis de la gauche traditionnelle lors de la formation de l'Unité populaire. Comment ils ont appliqué cette politique au sein de l'UP. Comment ils ont distorsionné des faits, comment ils ont élevé des mythes en mettant de l'avant des mots d'ordre vides de sens. Si nous écoutons des discours et lisons des documents de ces partis depuis la défaite, nous réaliserons avec amertume qu'ils mettent de l'avant la même chose, qu'ils ont changé les paroles mais que le contenu est toujours le même.

Le seul aspect positif que l'on peut dégager, c'est que plusieurs de ces entités politiques se sont divisées et que d'autres sont aux prises avec des luttes internes. Ceci démontre que la lutte idéologique se mène et qu'il en sortira de nouveaux partis, de nouveaux groupes, de nouvelles



alternatives. C'est de cette lutte qu'émergera l'avant-garde de la classe ouvrière.

### **Pourquoi les travailleurs n'ont pas lutté le 11 septembre?**

Les raisons sont multiples, j'essaierai de signaler celles que je considère les plus évidentes:

1 — la politique de collaboration de classe que les partis de la gauche traditionnelle ont mis de l'avant pendant plusieurs années;

2 — la classe ouvrière n'a pas lutté parce qu'elle était désarmée;

3 — la classe ouvrière n'a pas lutté parce qu'au moment décisif elle était privée d'une direction politique et militaire;

4 — la classe ouvrière n'a pas lutté parce que le 11 septembre elle est devenue orpheline: plusieurs travailleurs, dans leurs usines, dans leurs syndicats attendaient des directives, les armes promises, mais rien n'est venu.

Toutes les organisations se sont tuées. Qu'en était-il de la CUT? Des partis qui faisaient l'apologie de la révolution? Nous attendons toujours que ces partis nous répondent de façon sérieuse et convaincante.

A l'étranger, on nous demande encore pourquoi il n'y a eu de combat qu'au palais de la Moneda? Retrouvait-on là les seuls révolutionnaires du Chili? La réponse réside dans ce que j'ai souligné précédemment mais cette réponse ne satisfait personne. On sait, en effet, que le président Allende et l'UP étaient appuyés par 50% du peuple ce qui est amplement suffisant pour organiser une résistance massive. Jamais une révolution n'a eu une base de soutien aussi vaste que celle de la révolution chilienne. Pourtant, elle a été renversée par les ennemis du peuple travailleur.

Cela nous démontre qu'il n'y a

pas d'autre chemin que le marxisme-léninisme pour atteindre la libération de la classe ouvrière; que toutes les innovations et voies qui s'en écartent ne servent qu'à tromper et à trahir les peuples exploités, qu'elles s'appellent voie chilienne pour arriver au socialisme, révolution en liberté, eurocommunisme ou n'importe quoi d'autre. Les travailleurs, les ouvriers du monde entier doivent garder les yeux bien ouverts et dépister toutes ces fausses théories qui sont parfois mises de l'avant par des gens bien intentionnés qui croient naïvement que les capitalistes, que l'impérialisme va renoncer à ses privilèges pour la bonne cause. Ceux qui pensent cela sont antimarxistes. Dans les autres cas, les fausses voies vers le socialisme sont mises de l'avant par des agents de l'impérialisme, des traîtres, des mercenaires, des kautskistes de notre époque.

Cette défaite nous démontre qu'on ne peut pas faire confiance à la petite bourgeoisie, aux intellectuels, aux technocrates qui dirigent un processus comme celui de l'UP à l'écart de la classe ouvrière. Nous ne prôtons pas l'ouvriérisme, loin de là. Mais nous pensons que pour chaque technocrate, chaque intellectuel, il doit y avoir deux ouvriers à la direction des partis qui aspirent à une ligne prolétarienne, une ligne en faveur des intérêts des travailleurs.

C'est pour cette raison qu'en tant qu'ouvrier, qu'en tant que dirigeant paysan, j'appelle tous les camarades de ma classe à étudier le marxisme-léninisme, à s'intéresser à la théorie, à s'enrichir idéologiquement, parce que sans une bonne théorie, il ne peut y avoir une bonne pratique. C'est uniquement de cette manière que notre classe ne se fera pas entraîner sur de fausses voies. En d'autres mots, c'est la seule façon de ne pas prendre des vessies pour des lanternes.

En ce qui a trait à l'avant-garde de la classe ouvrière, nous pensons qu'elle doit être composée en majorité de cadres ouvriers, d'intellectuels et d'étudiants qui sont pleinement engagés dans la défense des intérêts du prolétariat.

En ce qui a trait au front duquel on parle tant, sans parler spécifiquement de la classe ouvrière et des paysans, nous pensons que le front doit être basé sur le principe des intérêts de la classe travailleuse en menant une lutte de classe anticapitaliste et anti-impérialiste.

Nous, prolétaires ne devons plus jamais participer aux fronts larges, aux fronts démocratiques ou aux unités populaires qui ne rappellent que des noirs souvenirs au prolétariat.

La classe ouvrière doit compter sur ses propres forces, elle doit créer ses propres organisations et ses alliés doivent s'y subordonner. Elle ne doit pas, comme c'est arrivé dans le cas de l'UP, se subordonner à ses alliés naturels mais opportunistes qui l'ont conduite dans l'abîme de la défaite.

On pourrait tirer beaucoup d'autres leçons de l'expérience de l'Unité populaire, mais je crois avoir dégagé les plus fondamentales. Certains diront que je ne vois que le négatif et qu'il y a beaucoup de choses positives mais je pense que pour faire ressortir le positif, pour faire le compte des gains, il faut savoir additionner et soustraire. C'est seulement à ce moment là qu'il est possible de conclure qui a gagné, et qui a perdu. Malheureusement, dans le cas qui nous occupe, les pertes de la classe ouvrière sont nombreuses; elles dépassent largement les supposés gains.

**Juventine Velasquez S**  
**Allemagne**  
**Dirigeant syndical**  
**Dirigeant des Consells paysans**



# La négociation collective

**Nous publions ici deux documents qui traitent de la négociation collective. Le premier, tiré d'un éditorial du Informativo Sindical de Maipu (bulletin d'information syndical), porte sur les derniers résultats obtenus lors de récentes négociations collectives. Le second article est tiré d'un numéro spécial de Paginas sindicales (Pages syndicales).**

Nous constatons que les gains économiques et sociaux sont faibles (indice du prix à la consommation +6% à Maipu et le maintien des bonus dans les meilleurs cas). Mais l'expérience des négociations collectives est néanmoins riche d'acquis.

Un dirigeant syndical dégageait de la façon suivante la leçon principale de cette expérience: "La grève légale comme moyen de pression est tout à fait inefficace". Cela touche à nouveau une question dont nous avons largement discuté dans le passé: les travailleurs doivent-ils contourner leurs luttes au cadre permis par les lois bourgeoises? Nous nous souvenons tous des sermons légalistes de ceux qui prêchaient qu'il fallait s'en tenir aux lois et qui parlaient de révolution en passant par les élections et la voie pacifique. Trente mille morts et la pire misère et oppression que nous ayons jamais connues, nous ont montré combien ce chemin était irresponsable et criminel.

Aujourd'hui, l'expérience nous montre que l'avantage des patrons consiste à imposer eux-mêmes les règles du jeu, les lois, le plan du travail et à disposer du pouvoir politique et des armes pour obliger les travailleurs à les respecter. Il est clair qu'à l'intérieur du cadre légal, dans les cadres du plan du travail en particulier, "il n'existe pratiquement aucune forme de pression pour défendre nos intérêts" et encore moins pour conquérir de nouveaux droits.

La seule manière d'y arriver consiste à combiner les formes légales et ouvertes de lutte (syndicats, regroupements de quartier, ateliers culturels) à l'organisation illégale et clandestine de la

résistance. Les travailleurs n'arriveront pas à changer fondamentalement leurs conditions de vie et de travail en présentant des cahiers de revendications ou en posant des griefs. Ils peuvent tout au plus obtenir certains avantages secondaires. La seule voie pour obtenir une amélioration significative, c'est de changer l'ordre social, économique et politique capitaliste. Le premier pas pour atteindre cet objectif est de renverser la junte militaire fasciste.

La lutte syndicale peut servir à accumuler des forces, aider à conscientiser et à organiser les travailleurs mais il faut un vaste mouvement social, un front large, qui aille au delà de l'action des syndicats et qui regroupe les paysans, les citoyens, les étudiants, les intellectuels, les artistes, les artisans, les petits et moyens propriétaires et industriels. Il faut une direction politique centralisée qui aille au-delà du sectarisme et des freins actuels. Si on conçoit l'action syndicale de manière isolée, il n'y a pas d'issue. L'action syndicale ne prend sa dimension réelle qu'en tant que partie d'un vaste mouvement social de résistance antifasciste qui lutte pour l'indépendance nationale et une démocratie au service du peuple qui permette de construire le socialisme.

Nous devons lutter contre le plan du travail pour accumuler des forces en ce sens. Toutefois, il ne faut pas renoncer à en tirer tout ce que nous pouvons tout en ne nous faisant pas d'illusions. En effet, les lois sont toujours l'expression de la volonté de ceux qui dominent dans un pays. Tant que le peuple n'aura pas conquis le pouvoir, la bourgeoisie tentera toujours de limiter et d'écraser les luttes populaires. Le problème est de savoir si le peuple se laissera écraser une fois de plus ou s'il combinera plutôt toutes les formes possibles de lutte jusqu'au déclenchement d'une guerre populaire qui en finira pour toujours avec les exploités qui ont déchaîné le fascisme contre le peuple pour défendre leurs privilèges.

---

## Quelques caractéristiques du processus de négociation collective

---

Nous présentons dans ce qui suit divers exemples de ce qui s'est produit au cours du processus de négociation collective.

### Pratiques des compagnies et du gouvernement

**Mises à pied avant, pendant, et après les négociations:**

- Textil Commercial Alemada: douze travailleurs mis à pied quelques jours avant le début du processus de négociation collective.

- Good Year: les négociations débutent le 25 août 1979 avec la mise à pied de 6 travailleurs.
- Compania Tecno Industrial (CTI): le jour même du vote de grève, 152 travailleurs, ayant des contrats fixes, sont mis à pied et les négociations terminées (avec grève), 52 autres travailleurs sont mis à pied, dont ceux qui faisaient partie du comité de grève.
- Textil La Scala: après la fin de la grève dans cette entreprise, 10 travailleuses sont mises à pied. Elles avaient toutes jouées un rôle actif pendant la durée du conflit.



- Cutiembre Aycaguer: le jour précédent la présentation du projet de convention collective, 30 travailleurs sont mis à pied.
- Panamericana de Algedones (Panal): 180 travailleurs sont mis à pied après les négociations.
- Zonal El Teniente de CODELCO-CHILE: après la fin des négociations (et après la grève), plusieurs travailleurs sont mis à pied sans justification, et ce malgré le fait que la nouvelle convention collective stipule qu'il n'y aura pas de représailles prises contre les travailleurs qui ont été en grève.

#### **Publicité et briseurs de grève**

- Confites Serrano: quelques jours avant le vote de grève, la compagnie fait paraître une annonce demandant de la main-d'oeuvre.
- Laboratorio Pro-farma: le jour même du vote de grève, la compagnie fait paraître une annonce dans un journal de Santiago demandant du personnel pour la production et l'emballage.
- Forestal Arauco: une journée avant le déclenchement de la grève, la compagnie exige que les travailleurs remettent leurs outils et elle avertit les travailleurs que s'ils ne travaillaient pas, elle engagerait des chômeurs pour les remplacer. En même temps, la compagnie installe un campement de chômeurs à un kilomètre du lieu de travail.
- Textil Scala: pendant la grève, la compagnie continue la production avec d'anciennes travailleuses qui avaient été mises à pied pour avoir tenté de former un syndicat.

#### **Fermeture d'usine ou faillite pendant ou après les négociations**

- Cutiembre Aycaguer: au moment où les 263 travailleurs de cette entreprise sont en plein processus de négociation, la compagnie se déclare en faillite et le Syndic des faillites ferme les portes de l'usine.
- Sociedad General Metalurgica (SGM): le patron de cette entreprise fait une demande de faillite au moment où les 250 travailleurs sont engagés dans le processus de négociation collective.
- Coresa: peu après la fin des 59 jours de grève du Syndicat industriel, la compagnie demande une autorisation de fermeture au ministère de l'Economie et du Travail.
- Textil Andina: quelques jours avant que les travailleurs présentent leur projet de convention collective la compagnie paralyse les moulins. Par la suite, les ministères de l'Economie et du Travail autorisent la compagnie à congédier tous les travailleurs.

#### **Accumulation de stock**

- Enlozados Condor: lorsque la grève est déclenchée, la compagnie a déjà stocké pour 2 mois de marchandises.
- Manufacturas Salomé: au début de la grève, la compagnie possède un stock de 90 jours.

#### **Lock-out et vacances collectives**

- Coresa: alors que les travailleurs du Syndicat in-

dustriel étaient en grève, la compagnie a décrété le lock-out, affectant les 50 employés qui travaillaient toujours. Après 18 jours, le lock-out a été levé et on a donné aux employés leurs vacances légales.

- Enlozados Condor: la compagnie décrète le lock-out pendant que les employés affiliés au Syndicat industriel sont en grève. Le lock-out a duré trente jours.

#### **Intimidations et détentions**

— Corosa: plusieurs travailleurs sont détenus à deux reprises alors qu'ils sollicitaient un soutien pour leur cantine populaire dans les rues de Santiago.

— A plusieurs reprises des soldats ont surveillé le local où la cantine populaire était organisée, (dans le siège social du Syndicat de CIC).

— Textil del Río y Rosello: Vu que le syndicat qui regroupe les travailleurs de cette industrie ne possède pas de local syndical, les travailleurs ont dû tenir leurs réunions sur la voie publique pendant les négociations. Evidemment, cela a suscité de nombreuses difficultés avec les soldats.

— Textil La Scala: les soldats ont forcé les travailleurs à évacuer leur local syndical où se trouvaient les documents ayant trait à leur mouvement et leur cantine.

— Grace y Cia: (Valparaiso): pendant la grève des 45 travailleurs du syndicat, la compagnie continue à produire avec du personnel de l'extérieur et menace de fermer ses bureaux au Chili si les travailleurs maintiennent leurs revendications. De peur de perdre leur gagne-pain, les ouvriers ont repris le travail aux mêmes conditions qui prévalaient avant leur grève.

— Good Year Manufacturas Salomé: les travailleurs de ces deux compagnies ont effectué une manifestation pacifique dans les rues de Santiago avec leurs femmes et leurs enfants pour souligner leur grève. Cette manifestation a été dispersée par les soldats et plusieurs travailleurs ont été détenus.

#### **Refus des compagnies de fournir des informations sur leur chiffre d'affaires**

Les compagnies que nous énumérons ci-dessous sont parmi les nombreuses compagnies qui ont soit refusé de donner des informations sur leur chiffre d'affaires, soit fourni des informations insuffisantes.

— Compania Erikson S.A.: a refusé de donner de l'information

— Cena: a refusé de donner de l'information

— Plansa: a refusé de donner de l'information

— Fabrica de Botones Giglio: a refusé de donner de l'information

— Shiff: a donné de l'information, mais insuffisante

— Imprenta y Calendarios Espana: information insuffisante

— Litigrafia en Graficas Juneman y Valenzuela: a refusé de donner de l'information

— Sedylan: a refusé de donner de l'information



---

## Action des organisations syndicales impliquées dans la négociation collective

---

### Unité syndicale face aux négociations

— Fabrica de Envases S.A. (FESA): les trois syndicats de cette industrie votent la grève à majorité absolue après que la compagnie ait menacé de leur enlever une série de victoires gagnées antérieurement. Après 8 jours de grève, les travailleurs obtiennent un ajustement réel de 8%. En plus, la compagnie promet de respecter tous leurs droits acquis.

— Compania Manufacturera de Papeles y Cartones: les 4,500 travailleurs de cette compagnie répartis dans les usines de Puento Alto, Valdivia, Laja, Bio-Bio et Chillan, ont négocié collectivement à travers la Confédération du Papier, en présentant les mêmes revendications. Même si la grève n'a finalement pas eu lieu, toutes les usines l'ont voté à l'unanimité.

— Zonal Chuquicamata de CODELCO-Chile: tous les syndicats de cette société d'État minière ont négocié collectivement, à l'exception du Syndicat professionnel.

— Zonal El Teniente de CODELCO-Chile: 8 syndicats sur 9 de cette zone ont négocié collectivement, à l'exception du Syndicat industriel Caletones qui a négocié séparément.

**Événements qui se sont produits durant les négociations** — Compania Manufacturera de Papeles y Cartones: les travailleurs ont rejeté et isolé du processus de négociation collective José Castillo et Gabriel Riveros, nommés par le ministère du travail pour remplacer les dirigeants syndicaux Roberto Apiolaza (président du syndicat professionnel) que la compagnie avait mis à pied.

— Zonal El Teniente: Guillermo Medina, négociateur de la compagnie, croyait que les mineurs opteraient en faveur de la dernière offre de la compagnie. Mais les travailleurs de 8 syndicats qui ont négocié collectivement ont rejeté l'offre, votant pour la grève une seconde fois, et Medina a perdu la face.

Au cours des divers conflits qui ont eu lieu, la solidarité des travailleurs et des organisations populaires s'est manifestée à travers l'aide matérielle, l'appui moral et la présence massive aux activités de solidarité.

Les artistes (folkloristes, poètes, comédiens, gens de cirques, etc.) et les étudiants universitaires (particulièrement les étudiants de l'Université technique de l'État) ont participé aux différentes activités entourant les grèves et y ont contribué avec leur art.

Plusieurs organisations internationales de travailleurs ont également démontré leur solidarité avec les travailleurs en conflit.

### Ce que pensent les travailleurs des négociations

"Il ne faut pas croire que le fait d'avoir signé la convention collective signifie que les travailleurs la considère favorable ou bonne. En effet, les conventions signées signifient uniquement que les travailleurs ont peur avec raison de perdre leur gagne-pain. Vu que comme moyen de pression, la grève légale est tout à fait inefficace et que les travailleurs ne disposent pas de moyens pour compenser la perte de salaires encourue pendant une grève, plusieurs travailleurs ont signé la convention collective avec résignation et impuissance car ils n'ont aucun recours pour contrebalancer la position adoptée par la compagnie."

"Nous avons l'autorité morale que nous conférèrent ces 60 jours de grève de juger et dénoncer le Plan de travail comme la mesure la plus répressive et la plus nuisible appliquée jusqu'à maintenant contre les travailleurs. C'est pourquoi nous sommes absolument convaincus que la tâche première du mouvement syndical chilien est l'abrogation de ces normes" (Dirigeants du Syndicat industriel de Coresa, à la fin de leur conflit).

---

## Caractéristiques des négociations à la campagne

---

La nouvelle loi sur les organisations syndicales et les négociations collectives a eu un impact particulier sur les travailleurs agricoles, comparativement à leurs semblables de la ville.

En premier lieu, les amendements qui ont abrogé la loi sur la syndicalisation à la campagne, ont changé les bases organisationnelles du mouvement syndical à la campagne et les règles des négocia-

tions. En effet, la loi en vigueur ne permet qu'aux syndicats ou travailleurs réunis sur une propriété donnée de négocier collectivement, contrairement à la loi 16.625 qui permettait la négociation au niveau communal.

Deuxièmement, la nouvelle situation légale à laquelle ont à faire face les travailleurs agricoles a joué sur le nombre de paysans impliqués dans le



processus de négociation. Ce nombre a diminué énormément. Cela s'est produit, entre autres choses, parce que plusieurs travailleurs se sont vus privés de la possibilité de négocier collectivement, chaque propriété ne regroupant que 6 à 8 travailleurs.

Même le journal El Mercurio reconnaît dans son édition du 28 octobre dernier, que, sur une possibilité de quelque 6,000 paysans de la commune de Melipilla (région métropolitaine), moins de 10% ont participé à la négociation collective telle que permise par la loi.

Toujours selon le même quotidien, ce phénomène s'explique par le manque d'information, le manque d'organisation, la confusion ou la peur de négocier et les arrangements individuels entre travailleur et patron.

Les chiffres donnés par ce quotidien ont été confirmés par l'inspecteur départemental du Travail à Melipilla, Raul Flores Aravena, qui a indiqué que sur 20 organisations syndicales qui existaient il y a 9 ans à Melipilla, il n'en reste que 3, l'une d'entre elles étant affiliée à la Fédération "Manuel Rodriguez" et les deux autres à la Fédération "Sergento Candelario".

Ces quelques données sur les négociations à la campagne permettent de voir que quand il y a effectivement eu négociation, cela s'est effectué dans les moyennes ou grandes entreprises dont les travailleurs étaient affiliés à des organisations syndicales appartenant à des fédérations ou à des confédérations.

Jusqu'à maintenant, on ne connaît aucun cas de grève à la campagne. On ne connaît même aucun cas où on ait mis de l'avant le vote de grève.

## Galerie des disparus

Nom: Sergio Raul Pardo Pedemonte  
Age: 25 ans le jour de sa disparition  
Marié, deux enfants. Etudiant en pédagogie biologique à l'Université de Valdivia. Dirigeant étudiant.

Immédiatement après les coup d'Etat des militaires, la maison de Sergio Pardo a été défoncée par la police. Comme il n'en a trouvé personne, la maison a été saccagée et tous ses effets personnels volés. Le reste du mobilier a été détruit.

Le journal El Comercio de Valdivia a publié son nom et sa photographie, signalant qu'il était "recherché" par les militaires. Sergio Pardo, militant du MIR, était passé à la clandestinité. La DINA, la sinistre police secrète de Pinochet, a suivi inlassablement la mère de Sergio pendant des mois dans l'espoir de surprendre quelque contact, mais sans succès.

Le 15 juin 1976, Sergio Pardo, avec un groupe de 15 autres personnes, tente de se réfugier dans l'édifice de l'ex-Ambassade de Bulgarie, sous la tutelle de l'Autriche. Toutes ces personnes ont été arrêtées à la vue de nombreux journalistes. Le jour suivant, le journal La Tercera de Santiago a publié la photographie du groupe (voir photographie). Ils ont été conduits au camp de concentration de Tres Alamos.

Tout le groupe a été libéré le lendemain, soit le 16 juin, dans l'après-midi. Immédiatement après



cette "libération officielle", à l'endroit même de sa "libération", Sergio Pardo a été enlevé par des membres de la DINA et forcé à monter dans une automobile Fiat 125 sans plaques d'immatriculation. **Depuis ce moment, on n'a plus de nouvelles de Sergio Pardo.**

Une des personnes libérées en même temps que Sergio Pardo a été témoin de son enlèvement et est allée immédiatement avertir la famille. Cependant, quelques jours plus tard, cette personne a été enlevée à son tour et n'a pas été revue depuis.

### **Actions intentées par la famille**

18 juin 1976. Une demande est faite au ministre de l'Intérieur pour qu'il produise des informations sur l'endroit où se trouve Sergio Pardo.

25 juin 1976. Des demandes d'information sur le sort de Sergio Pardo sont envoyées au:

— Ministère de la Défense

— Secrétaire exécutif national des détenus (SENDET)

— Direction de l'intelligence nationale (DINA)

— Commandants des camps de concentration de Tres Alamos et Cuatro Alamos.

2 juillet 1976. On apprend du lieutenant Jaime Lopez du département confidentiel 26 P.B. du ministère de l'Intérieur que Sergio Pardo a été libéré le 16 juin 1976.

5 juillet 1976. La famille affirme devant la Cour de Justice que le 16 juin 1976 Sergio Pardo a été immédiatement enlevé après avoir été libéré.

Après plusieurs recherches, la famille s'adresse à la Cour de Justice demandant s'il y a une quelconque accusation, ordre de détention ou certificat de décès au nom de Sergio Pardo. La requête ne reçoit pas de réponse.

Jusqu'à maintenant, Sergio Pardo demeure "disparu".



# Un comité de soutien à la Résistance chilienne est créé en Espagne

**Nous publions un communiqué que nous avons reçu nous informant de la formation du comité ci-haut mentionné.**

Le coup d'Etat du 11 septembre 1973 n'est pas encore fini. En plus d'assassiner 30,000 Chiliens, d'emprisonner et de torturer, de provoquer l'exil de plus d'un million de compatriotes et de laisser une situation économique affligeante pour notre peuple il a accordé des gains énormes aux classes dominantes et à l'impérialisme.

Bien au contraire, il continue à étendre et à fortifier à chaque jour les appareils, les mécanismes légaux et illégaux qui lui permettront de se maintenir indéfiniment au pouvoir.

Pinochet au Chili constitue un des meilleurs alliés de l'impérialisme yankee. On sait que ce dernier a perdu, avec les bouleversements récents au niveau international, certaines de ses positions fortes (Iran, Nicaragua, la lutte grandissante au Salvador, etc.). Il n'est donc pas disposé à "suggérer" une alternative "démocratique" pour le Chili ni pour aucun pays du cône sud à l'heure actuelle.

En même temps, le peuple chilien tire d'importantes leçons de ces dures années vécues sous la dictature, malgré la super-exploitation et la répression généralisée dont il est l'objet. Or la répression n'a pas constitué un

frein au développement de ses luttes. Le résultat de ces luttes est la création de centaines d'organisations à tous les niveaux: syndical, étudiant, paysan, pour la défense des droits humains, pour le retour des exilés, etc. Ces organisations, naissent et se développent, malgré l'action des fascistes précisément parce que l'immense majorité du peuple est derrière elles, disposé à lutter compte tenu de ses forces actuelles et aussi parce qu'il est en voie d'unifier et de centraliser toutes les forces antidictatoriales. De cette façon, il sera en mesure de renforcer et d'accroître les luttes qui se développeront encore plus à mesure que cette unité va se concrétiser.

La réalité que doit affronter chaque exilé chilien, aussi bien en Espagne que dans d'autres pays, qui est d'arriver à satisfaire les besoins élémentaires (de travail, économiques, légaux) devient un objectif primordial pour lui. Il se produit alors un éloignement et un isolement généralisé d'avec le reste de ses compatriotes qui font face aux mêmes problèmes. Il en résulte également un manque de connaissance de la réalité qui existe dans notre pays, situation qui engendre le pessimisme, l'inertie et la division chez plusieurs compatriotes qui voudraient exprimer leur appui à notre peuple

par différentes formes de solidarité.

Devant cette situation (où il est nécessaire de nous regrouper), nous considérons comme une tâche urgente la formation d'un Comité d'appui à la résistance chilienne, qui aura pour but de vaincre les faiblesses existantes, en réalisant à travers une plateforme de lutte un travail commun en lien avec la réalité que vit notre peuple à l'heure actuelle et qui nécessite une plus grande participation et un appui effectif à la lutte antifasciste.

Ce Comité d'appui à la résistance chilienne, encore en formation, lance un appel avec d'autres à l'unité de tous les fronts antifascistes et comités de solidarité qui existent à l'heure actuelle, qui luttent pour le renversement de la dictature dans notre pays et l'expulsion de l'impérialisme yankee. Il lance un appel à tous ceux qui manifestent leur solidarité avec tous les peuples frères d'Amérique latine et du monde, avec tous ceux qui souffrent et qui luttent pour le même objectif: éliminer les différentes formes de répression, d'exploitation et de dépendance auxquelles ils sont soumis par l'impérialisme et ses laquais.

En même temps, il lance un appel à la solidarité du peuple espagnol et de ses organisations politiques pour renforcer la lutte que mène notre peuple de l'extérieur.

## PLATE-FORME DE LUTTE

1- Pour l'unité de toutes les forces qui luttent pour le renversement de la dictature; une unité qui garantisse la liberté de tendances de ses adhérents.

2- Lutte pour l'admission immédiate des exilés. Appui et participation conjointe de toutes les organisations qui luttent aujourd'hui pour le droit au retour inconditionnel à la patrie.

3- Appui à la presse clandestine qui existe au Chili. Solidarité et appui par des actions concrètes à la résistance qui agit à l'intérieur.

Appui à la réorganisation des syndicats en mettant la priorité sur les organisations qui luttent



pour l'unité, qui ne défendent pas les intérêts de la bourgeoisie, et qui s'opposent à toute manoeuvre pour diviser la classe ouvrière. (Information et diffusion permanente sur le développement des luttes que livre notre peuple à l'intérieur).

4- Solidarité et appui à tous les peuples frères d'Amérique et du monde qui luttent pour leur libération. Rapprochement avec

les autres organisations latino-américaines en exil.

5- Faire échec à l'attitude pessimiste et passive de certains compatriotes, en les appelant à réfléchir sur cette attitude qui enlève des forces à la lutte enclenchée par notre peuple.

6- Préoccupation de la situation actuelle de plusieurs compatriotes en Europe en général et particulièrement en Espagne où la situation économique, de

travail et légale est difficile pour la grande majorité.

7- Développer et impulser l'art et la culture qui peut constituer un allié précieux aux luttes de notre peuple, dans la mesure où ils permettent la libre expression des artistes exilés qui vivent en Europe, en Espagne en particulier.

**Comité de soutien  
à la résistance  
chillienne**

Camarades de ANCHA, je vous envoie ma contribution pour aider chaque comité de Résistance à disposer de son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

**Nom:** .....

**Adresse:** .....

..... 10 francs (\$2.50) pour l'achat de papier  
 ..... 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre  
 ..... 50 francs (\$12.50) pour l'achat de stencils  
 ..... 100 francs (\$25.00) pour l'achat de règles, et autre matériel de dessin  
 ..... 250 francs (\$62.50) pour l'achat d'une machine à polycopier de type "vietnamien"  
 ..... 500 francs (\$125.00) pour l'achat d'une machine à écrire  
 ..... 1000 francs (\$250.00) pour l'achat d'une machine à polycopier manuelle  
 ..... 1500 francs (\$425.00) pour un atelier équipé

## ABONNEZ-VOUS A ANCHA

Pour toute correspondance, adressez-vous à:  
 ANCHA CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

Pour vous abonnez:

**En Europe:**

Envoyez vos chèques ou mandats-poste au nom de Bernard Guerrien a/s  
 ANCHA, CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

**En Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud:**

Envoyez vos chèques ou mandats-poste à  
 Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K  
 3B1



Prix pour un abonnement de 12 numéros:

**Europe:** Pour 1 an: France= 30 Francs (français), autres pays = 50 Francs (français)

Un abonnement de soutien est de 100 Francs pour n'importe quel pays.

**Amérique du Nord, centrale et du Sud:** Pour 1 an: \$6.00 (canadiens)

Abonnement de soutien = \$25.00 (canadiens)

Nom: .....

Adresse: .....

Pays: .....

Langue: .....